

LE COURRIEL D'INFORMATION

n°149 – Vendredi 07 juillet 2000.

UNA TASSA SU TUTTE LE TRANSAZIONI FINANZIARIE

Dans ce numéro

En bref...

1- Festival d ATTAC en Avignon. Durant le festival, le groupe culture ainsi que les groupes locaux de la région, proposent différentes activités.
2- Taxe Tobin. La ville de Gènes vient de voter une motion demandant la mise en place de la Taxe Tobin. En France c est le Conseil Economique et Social qui la propose dans son rapport du premier semestre 2000.
3- Brèves d OMC. Réunions internationales et renégociations des accords de Lomé à la lumière des décisions de l OMC.
4- Pour une construction citoyenne du monde. Pour fêter les un an des « Seattle » un grand colloque international est organisé à la Grande Halle de La Villette les 30 novembre, 1 et 2 décembre.

Festival d ATTAC en Avignon

- 12 juillet : devant le Macdo rue de la République.

- Samedi 15 juillet à 18 heures au Jardin des cultures d Europe (ancien CELA) Impasse J.B GRAS, rue Sainte Catherine Rencontre avec le groupe Culture d ATTAC et Le Syndicat Français des Artistes autour du thème : « La mondialisation, l Art, la Culture et les cultures »

- Samedi 22 juillet à 14 heures à UTOPIA Manutention, projection du film « Vers le commerce équitable » suivi d un débat animé par ATTAC, le collectif « L éthique de l étiquette » et « Artisans du monde »

-Dimanche 23 juillet à 19 heures au Jardin des cultures d Europe (ancien CELA), représentation de « Plaza de Mayo, un jeudi après-midi » de Jean Jacques Greneau. La représentation sera suivie d une rencontre.

- du 24 juillet au 28 juillet à 17 heures à la Chartreuse de Villeneuve les Avignon, représentation de :
- « Sylvestre(salutations au siècle) de Jean-Yves Picq avec Maurice Deschamps, travail avec l acteur : Chantal Morel
- 25 juillet, après le spectacle, ATTAC rencontre et débat avec l auteur et les comédiens.

(Réservations 04 90 15 24 24 - tarif réduit sur présentation de la carte de membre d ATTAC)

Taxe Tobin

Taxe Tobin, les villes s en mêlent. Après Genève la semaine dernière, voici aujourd hui Gênes en Italie. Avec la ville d Arcata aux Etats-Unis et la cinquantaine de municipalités en France pour le moment, nous pouvons parler d un début de réseau international des villes Tobin.

Qu est-ce qui motive ainsi leur prise de position formelle dans un processus international et macro-économique ? Depuis le colloque de Morsang nous avons une formule qui pourrait bien recouvrir les motivations de ce réseau



naissant : devenir des acteurs du processus de mondialisation et non plus des victimes toute désignées. Du reste dès la rentrée, une quinzaine de colloques se tiendront dans différentes régions et villes de France autour des thèmes développés à Morsang à la fois pour les « localiser » dans les différentes réalités, à la fois pour les pousser plus loin. Le front de résistance s élargit pour y inclure des acteurs divers du citoyen à la municipalité, parfois la région ou le département. Au brésil c est l état de Rio Grande do Sul et la ville de Porto Alegre en particulier.

En France le Conseil Economique et Social vient de se prononcer en faveur de la Taxe Tobin. Le Conseil économique et social se prononce pour l'instauration d'un mécanisme tel la taxe Tobin dans son rapport sur la conjoncture au premier semestre 2000 présenté aujourd'hui. Imaginée par le prix Nobel d'économie James Tobin, la taxe du même nom vise à frapper les opérations de change afin de lutter contre les mouvements de capitaux spéculatifs. Le CES, qui conseille le gouvernement, estime qu'il faut donner aux gouvernements la "capacité de limiter la volatilité des mouvements de capitaux".

Sujet : " Conjoncture au premier semestre 2000 " Scrutin sur l ensemble du projet d avis (favorable à l'instauration d'un mécanisme tel la taxe Tobin):
Nombre de votants 163
Ont voté pour 103
Ont voté contre 22
Se sont abstenus 38

Aujourd'hui donc, le conseil de la commune de Gênes a voté et approuvé une motion pour l'application d'une taxe sur les transactions financières, et en particulier pour une taxe Tobin. Ci-joint, le texte officiel en italien. Le texte est disponible sur le site de Carta (carta.org), et exactement à www.carta.org/agenzia/index.htm avec un commentaire du Vice-président de la commune de Gênes, Antonio Bruno.

Il Consiglio Comunale di Genova ha approvato la seguente mozione (astenuti Alleanza nazionale, Lista Sansa, Forza Italia, Liguria nuova).

Il Consiglio Comunale, considerato che la mondializzazione finanziaria aumenta l'insicurezza economica e le disuguaglianze sociali, che aggira e umilia le decisioni dei popoli, delle istituzioni democratiche e degli Stati sovrani responsabili dell'interesse generale, è necessario e possibile, per i cittadini, far prevalere l'interesse pubblico su quello dei mercati finanziari e delle imprese multinazionali; impegna il Sindaco e la Giunta a far si che il Governo Italiano e i membri del Parlamento Europeo sostengano e sottoscrivano le seguenti proposte:

- che una tassa sia posta su tutte le transazioni finanziarie, in particolare sulle speculazioni valutarie (tassa Tobin) e che il gettito sia destinato alla lotta contro le diseguaglianze e la disoccupazione;

- che questa tassa sia accompagnata da misure di trasparenza e dissuasione contro la criminalità finanziaria e i paradisi fiscali, innanzitutto quelli situati in Europa;

- che il Governo prenda un'iniziativa esemplare in questa direzione, aprendo un dibattito su tali temi in Parlamento e nel Paese e chieda che essi siano messi all'ordine del giorno di una riunione, ordinaria o speciale del Consiglio europeo;

- che il Governo rinunci firmare ogni accordo o trattato, come l'Accordo Multilaterale sugli investimenti (AMI) o l'Alleanza economica transatlantica (PET), che indebolisca la sovranità democratica a favore della sfera economica e finanziaria trasnazionale;

- che la Banca centrale europea sia sottoposta al controllo politico del Parlamento e dei Governi dell'Unione europea.

Pour plus d Informations, vous pouvez contacter glocal@attac.org ou consulter le site Internet http://attac.org/glocal

Brèves d OMC

Accord de Cotonou (Europe-ACP)

Cet accord signé à Cotonou le 23 Juin pour une période de 20 ans, est destiné à remplacer la convention de Lomé (Lomé IV) qui a expiré le 29 Février dernier.

Les termes de cette convention seront prorogés jusqu en 2002 au moins; à ce moment-là une période préparatoire lui succèdera pendant laquelle les pays ACP se bâtiront les capacités pour soutenir l ouverture commerciale. Entre 2008 et 2O20 l UE et les 77 pays ACP entameront la mise en pratique d un commerce bilatéral conforme aux règles de l OMC. Parmi les 5 "piliers" en faisant l objet, il est prévu une réforme de la coopération financière.



Jusqu'en 2002, il est prévu l'extension de l'accès préférentiel sans réciprocité à certains produits agricoles ou autres des pays ACP à l'intérieur de l'UE. Celle-ci s'est engagée à leur fournir une aide d'environ 12.5 €Milliards en assistance au développement. Trois des quatre produits de base, traditionnellement annexés à la Convention de Lomé, seront incorporés au nouvel accord. Il s'agit du sucre, du boeuf et du veau. Néanmoins le régime préférentiel sur la banane ne fait pas partie de l'accord et sera négocié séparément entre l'UE et ses autres partenaires commerciaux (y compris les pays ACP) pour l'établissement d'un nouveau régime d'importation de ce produit.

Tenue du G15 au Caire

Le G15 qui regroupe 17 pays, parmi lesquels l'Algérie, l'Egypte, l'Inde, l'Argentine, le Brésil, le Chili, l'Indonésie, la Malaisie, le Mexique, le Sénégal et le Venezuela, et qui vient d'y admettre l'Iran, a appelé à un redressement des inégalités et déséquilibres existants dans les précédents accords commerciaux et pour un rôle plus actif des PVD dans les prises de décisions de l'OMC. Pour le Ministre indien du Commerce et de l'Industrie " Le temps d'une refonte substantielle est venu. Il est nécessaire de limiter l'appel à l'OMC aux problèmes commerciaux et à eux seuls... " Pour le premier ministre jamaïcain, les défis de la globalisation et l'OMC "dominé et dirigé par quelques pays forts économiquement " ont amené les pays du G15 à se rapprocher.

Ces pays ont réaffirmé leur opposition à lier des normes non commerciales comme l'environnement, les droits sociaux et humains aux accords commerciaux. Ces sujets continuent d'être considérés comme des formes déguisées de protectionnisme et de restriction d'accès aux marchés.

Effets possibles du Règlement du Différend UE/USA sur la farine au gluten

Dans un rapport confidentiel intérimaire, le panel de l'OMC établit que si les producteurs US font effectivement face à la menace "de sérieuses difficultés ", l'enquête US, qui a conduit ce pays à édicter des mesures de sauvegarde, ne démontrent pas que ces difficultés ont été directement engendrées par l'importation de cette farine. Ce rapport remet également en cause les méthodes US de déterminer la cause du mal à partir de la section 201 ainsi que l'exemption à cette mesure accordée aux signataires de l'ALENA. En conséquence, d'autres mesures de sauvegarde prises par les USA, comme celles concernant l'acier, pourraient être contestées à l'OMC de la même manière.

Forum Economique de l'Afrique méridionale sur la mondialisation

Ce forum annuel qui s'est tenu fin Juin a Durban (S.A) et a été suivi par plus de 1000 délégués de 50 pays, regroupe les autorités gouvernementales et les représentants des milieux d'affaires. Il s'agit d'une collaboration du Forum de Davos et de la Communauté de Développement de l'Afrique Méridionale (SADC en anglais). Mike Moore, DG de l'OMC, assistait à cette réunion.

Au menu des discussions : équilibrer l'impact social des réformes économiques et de la mondialisation dans la région et mesurer les effets de l'accord commercial UE/Afrique du Sud. Il a été l'occasion du lancement du Rapport 2000/2001 sur la Compétitivité en Afrique qui a été établi par le Forum de Davos et l'Institut Harvard pour le Développement International. Ce rapport cherche à identifier les facteurs qui pourraient contribuer à élever les taux de croissance économique en Afrique sur les 5 prochaines années. Ces facteurs sont reportés dans un Index de Compétitivité pour 24 pays du continent. La Tunisie arrive la première dans cet Index "d'amélioration des conditions de la croissance ", suivie par la Tanzanie, le Maroc, le Mozambique, le Nigeria et l'Ouganda.

Critique du Programme de Coopération Technique de l'OMC en faveur des Pays les plus pauvres

Ce programme initié pour intégrer ces pays dans l'économie globale a été considéré comme largement inefficace dans ses résultats, selon un rapport préliminaire. Ce programme, qui est issu de la collaboration de la Banque Mondiale, de la CNUCED, du FMI, de l'OMC, du PNUD et de la Commission pour le Commerce International, aurait grandement souffert de confusions dans ses activités comme dans ses objectifs. Les organisations initiatrices sont souvent pas d'accord entre elles sur le Cadre d'Intégration, tandis que les pays récipiendaires le critiquent pour son insistance sur l'assistance technique au détriment du développement des infrastructures et de l'aide directe.

Le rapport conclut, néanmoins, qu'il faut poursuivre l'initiative mais avec une seule agence s'en occupant, l'OMC.. Il pourrait être inscrit à l'Ordre du Jour du prochain G8 à Okinawa.



OGM dans les PVD

Le Ministre égyptien du Commerce et des Approvisionnements a mis en garde contre l'importation d'OGM dans les PVD qui y seraient contraints : "Comment éviter que nos pays ne deviennent des porcheries pour les producteurs d'OGM ?" Alors que les consommateurs de pays riches peuvent faire le choix de les acheter ou non, ceux des pays pauvres ne peuvent se le permettre.

Pendant ce temps l'OCDE a rendu public 2 rapports encourageant ses membres à rechercher une meilleure harmonisation de leurs politiques et de leurs normes en matière d'OGM. Une telle harmonisation devrait aider à la mise au point des OGM de la "seconde génération", ayant des visées médicales, industrielles ou nutritionnelles, par opposition à la "première génération" destinée à l'augmentation des rendements agricoles par renforcement de la résistance aux insectes nuisibles. Ces stratégies de régulation seront nécessaires dans le futur car la deuxième génération nécessitera des modifications encore plus complexes (portant sur plusieurs gènes) que les produits de la 1°.
Ces rapports ont été réalisés pour le Sommet du G8 d'Okinawa où la biotechnologie et la sécurité alimentaire figureront parmi les principaux sujets en discussion.

Greenpeace-Canada a fait paraître début Juin un rapport établissant que les acceptations des OGM sont basées sur des données scientifiques non validées et erronées (selon Ecostrat, consultant suisse spécialisé dans la biotechnologie et l'écologie). En particulier les études de l'Agence de Protection environnementale US concernant le mais Novartis Bt., et les données présentées dans différents procès ayant eu lieu en Europe et au Canada.

Parallèlement s'est tenu fin Juin un atelier à l'OMC pour analyser les méthodes de traitement des risques sanitaires dans le contexte de l'Accord sur les Normes Sanitaires et Phytosanitaires (SPS en anglais). Le but, selon le Dr de la Division de l'Agriculture, "est de fournir un éclairage sur la relation complexe entre l'analyse des risques et les disciplines de l'accord SPS".

Subventions US à l'Agriculture

F.Fischler, Commissaire de l'UE, s'est élevé contre la décision des USA de fournir 15 $Milliards d'aides supplémentaires à ses agriculteurs "remettant en cause la crédibilité US qui a réclamé fréquemment la réduction globale des aides agricoles. En réalité l'aide directe agricole US a augmenté d'environ 700 % depuis 96."

Les chiffres de la Banque Mondiale pour l'Amérique latine

Le PIB de l'Amérique Latine et de la Caraïbe aurait augmenté d'environ 1.5 %/an pendant les années 90, contrairement aux années 80 où il avait diminué de 0.7 %. Cette étude de la BM n'a pourtant pas suscité l'optimisme en ce qui concerne l'état de la population en général.. En 99, une étude de la BM avait fait apparaître que pour deux tiers des sondés, leurs parents avaient de meilleures conditions de vie et moins de la moitié estimaient que leurs enfants vivraient mieux qu'eux-mêmes.

La Chambre des Représentants US rejette la résolution demandant le retrait du pays de l'OMC.

Cette résolution qui peut être introduite devant le Congrès tous les 5 ans a été rejetée par 363 voix contre 56.

Groupe de travail « Traités internationaux et Paradis fiscaux ». omc.marseille@attac.org

Pour une construction citoyenne du monde

Un an après Seattle
Rencontre internationale a Paris

Le sommet de Seattle il y a un an a constitué un tournant et un tremplin.
Tournant, par la capacité nouvelle au niveau planétaire de s'opposer à un processus que beaucoup pensaient inéluctable.
Tremplin, pour la construction d'autres logiques.

Engagés dans cette voie, dans la diversité de nos convictions et de nos mobilisations, ce qui nous motive c'est l'importance du travail nécessaire pour inventer les alternatives à l'actuelle mondialisation néolibérale et les traduire en propositions concrètes.

Parce qu'il y a urgence: la marchandisation de tous les domaines de la vie, dans chaque recoin de la planète provoque des ravages que nous n'acceptons pas.

Réunis dans un collectif constitué de 10 organisations, fondations, associations revues, journaux, nous prenons l'initiative d'inviter à



Paris les 30 novembre, 1 et 2 décembre 2000 tous ceux et celles qui dans le monde, mécontents, indignés, voire révoltés cherchent d'autres possibilités pour le développement humain, quelle que soit leur approche propre : régulation, humanisation, dépassement du capitalisme. Bref toutes celles, tous ceux qui aux travers d'engagements philosophiques, politiques, et civiques évidemment pluralistes, essaient d'inventer un autre avenir.

Cette diversité des apports de chacun permettra à cette rencontre d'être féconde, de constituer un moment décisif de l'après Seattle et de dynamiser, par les liens tissés et la richesse des débats et contributions sur les alternatives possibles, la contre offensive des peuples contre le néolibéralisme.

Le développement des mobilisations incite maintenant à prendre l'initiative sur le terrain des propositions.

Rendez-vous à Paris afin de mutualiser nos expériences et nos idées pour une construction démocratique, citoyenne du monde.

Actuel Marx, ATTAC, Cimade, Copernic, Espaces-Marx, Fondation Jean Jaurès, Les amis du Monde Diplomatique, Ligue de l'Enseignement, Observatoire de la Mondialisation, Témoignage Chrétien.

Je souhaite être tenu-e informé-e de la préparation et du déroulement de la rencontre :

Nom: E-Mail:
Prénom: adresse:

A renvoyer à: secrétariat de la rencontre internationale, 64 Boulevard Blanqui 75013 Paris
www.postSeattle.org
é-mail infos@postseattle.org